



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 183 -DDPP-2014
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre I et du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L.511-1, R. 512-39-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 1997 modifié par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 12 février 2010, réglementant les activités exercées par la société AMPCO METAL (ex société Fonderie Industrielle de la Périvaure) pour son établissement sis à UNIEUX – 16 rue Charles de Gaulle ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 mai 2014, établi à la suite d'une inspection du 24 avril 2014 sur le site de la société AMPCO METAL sise à UNIEUX – 16 rue Charles de Gaulle, constatant l'arrêt de l'activité de fonderie ;

CONSIDERANT que l'exploitant de la société AMPCO METAL sise à UNIEUX n'a pas notifié en 2013 l'arrêt de cette activité de fonderie ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La société AMPCO METAL, représentée par Monsieur Claude GIASSEN, sise à UNIEUX – 16 rue Charles de Gaulle est mise en demeure de respecter, sous trois mois, le Code de l'Environnement et notamment ses articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement.

L'exploitant devra notamment assurer la mise en sécurité du site (évacuation ou élimination de produits dangereux, suppression des risques d'incendie et d'explosion, surveillance des effets de l'installation sur l'environnement).

Il devra également fournir un mémoire de réhabilitation du site conformément à l'article R. 512-39-3 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire, Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de UNIEUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **02 JUIN 2014**

Pour la Préfète
et par dérogation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Société AMPCO METAL

16 rue Charles de Gaulle

42240 UNIEUX

- Monsieur le maire de UNIEUX

DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono